

Les feux de forêts : des moyens de lutte à renforcer face à l'aggravation du risque sous l'effet du réchauffement climatique

Lundi 30 septembre 2019

Le sénateur Jean Pierre Vogel, rapporteur spécial des crédits du programme "Sécurité civile", a présenté devant la commission des finances **les conclusions de son rapport d'information sur la lutte contre les feux de forêts en France.**

Alors que **la France est le quatrième pays le plus boisé de l'Union européenne**, avec près d'un tiers de son territoire recouvert par les forêts, la surface des forêts parcourues par les feux a diminué au cours des dernières décennies, de 46 000 hectares en moyenne annuelle ces quarante dernières années, à 11 800 hectares au cours de la dernière décennie.

Cependant, constate Jean Pierre Vogel, *"cette surface reste supérieure à celle de Paris et le risque demeure bien présent, plus de 17 000 hectares ayant été ravagés par les flammes cette année"*. Surtout, à moyen terme, **ce risque devrait s'aggraver sous l'effet du réchauffement climatique**, ce dernier entraînant une très probable extension géographique et chronologique des feux de forêts. *"Un tiers de nos forêts est aujourd'hui sensible au risque d'incendie, mais à l'horizon de 2060, ce sera plus de la moitié la surface forestière actuelle qui pourrait être concernée"*, poursuit le sénateur. *"À cela s'ajoutent les phénomènes de déprises agricoles et d'urbanisation croissante dans le milieu forestier qui rendent notre territoire de plus en plus vulnérable."*

Si **la politique de prévention** semble aujourd'hui bien fonctionner, certaines lacunes doivent être corrigées dès à présent. Parmi ses recommandations, le sénateur incite ainsi les collectivités territoriales à poursuivre **leurs efforts de sensibilisation sur l'importance du débroussaillage**, obligatoire pour les propriétaires dans les zones à risque, mais insuffisamment appliqué. Par ailleurs, le rapporteur spécial souligne qu'*"une meilleure identification des coûts, tant ceux des dégâts causés par les feux que ceux des moyens de prévention s'avère aussi nécessaire. On évoque souvent un montant de plus de 500 millions d'euros consacrés à la lutte et la prévention des feux de forêts, mais il s'agit d'une estimation très indicative réalisée en 2009."*

Surtout, Jean Pierre Vogel considère qu'il est indispensable **d'assurer l'avenir des moyens de lutte** : *"Nous avons en France une stratégie de lutte spécifique et particulièrement performante, consistant en l'attaque prioritaire des feux naissants, avec une intervention massive des moyens terrestres et aériens dans les dix minutes suivant le départ de feu"*. À cet effet, la France possède une flotte de 25 avions, pour un coût annuel d'environ 86 millions d'euros. Bien qu'élevées, **ces dépenses font l'objet d'efforts d'optimisation** et permettent d'assurer des missions essentielles telles que le guet aérien armé (GAAr), qui implique un survol préventif des forêts pendant l'été par certains avions chargés en eau ou en retardant, comme les Dash. Six nouveaux avions de ce type remplaceront les Tracker d'ici à 2023, et permettront une plus grande couverture du territoire, ce qui paraît satisfaisant face à l'aggravation du risque.

D'après le rapporteur spécial, "*les inquiétudes se situent davantage du côté de nos Canadair, dont le vieillissement engendre une diminution de leur disponibilité et des surcoûts de maintenance*". Un renouvellement de la flotte est donc à l'étude depuis 2016, mais nécessite la mise en place d'une commande mutualisée à l'échelle européenne, dont le calendrier reste incertain. Le sénateur recommande donc **d'accélérer les négociations avec les autres pays européens, et d'envisager une livraison plus rapide des Dash déjà commandés, afin de se prémunir d'une éventuelle rupture capacitaire**. La vigilance doit enfin s'étendre aux moyens terrestres, particulièrement ceux des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) de la moitié nord du pays, qui nécessiteront une mise à niveau de leurs équipements de lutte.

Le [rapport](#) et la [synthèse](#) sont disponibles sur le site du Sénat

Jean Pierre VOGEL (Les Républicains – Sarthe), est rapporteur spécial des crédits du programme "Sécurité civile" de la mission "Sécurités".

La commission des finances est présidée par **M. Vincent ÉBLÉ** (Socialiste et républicain - Seine-et-Marne).

Son rapporteur général est **M. Albéric de MONTGOLFIER** (Les Républicains - Eure-et-Loir).

Contact(s) presse :

Mathilde DUBOURG

01 42 34 25 11 presse@senat.fr

--

Christian Barthod

Ingénieur général des Ponts, des Eaux et des Forêts

CGEDD, section "Milieux, Ressources et Risques"

Tour Séquoia, 30ème étage, porte 30.15, 92055 La Défense Cedex

tél. : 33 (1) 40 81 23 62 ; fax : 33 (1) 40 81 10 60

courriel : christian.barthod@developpement-durable.gouv.fr